



HAL
open science

Territoires de désocialisation : Les enclaves de l'exil au centre de Bangkok

François Robinne

► **To cite this version:**

François Robinne. Territoires de désocialisation : Les enclaves de l'exil au centre de Bangkok. *L'Homme - Revue française d'anthropologie*, 2022, Études & Essais, 241, pp.31-64. 10.4000/lhomme.42170 . hal-03860784

HAL Id: hal-03860784

<https://hal.science/hal-03860784>

Submitted on 18 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Territoires de désocialisation

Les enclaves de l'exil au centre de Bangkok

François Robinne

DEPUIS LE tournant des années 2000 et, plus récemment encore, depuis 2015 et la politique d'intégration économique engagée entre les dix pays membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN)¹, les flux migratoires intra-asiatiques connaissent un développement exponentiel. Dans ce contexte de libre-échange, la Thaïlande a vu en vingt ans, entre 1995 et 2015, le nombre d'entrants quadrupler pour un total estimé aujourd'hui à 4 millions d'immigrés, devenant dans le même laps de temps le premier pays d'accueil d'Asie du Sud-Est (55 %), loin devant la Malaisie (22 %) et Singapour (19 %) (Testaverde *et al.* 2017 : 2 et 40). La mégapole Bangkok – environ douze millions d'habitants – fait figure de pôle de convergence privilégié et les enclaves urbaines où vivent une partie des travailleurs migrants, de part résiduelle de cette géopolitique en marche. Le nombre de ces travailleurs migrants peut être très variable d'une enclave à l'autre, de 50 à 2000 personnes pour les plus petites [site 1 de Rama IX, voir Carte], généralement les plus anciennes, jusqu'à 10 000 et 20 000 résidents dans les implantations les plus récentes [sites 3 et 4 d'Asok et de Ratchadaphisek]².

1. L'Association des nations d'Asie du Sud-Est, connue en anglais sous l'acronyme ASEAN pour Association of Southeast Asian Nations, est l'équivalent asiatique de l'Union européenne. L'ASEAN regroupe dix pays (Singapour, Indonésie, Malaisie, Brunei, Philippines, Thaïlande, Cambodge, Laos, Vietnam et Birmanie) sur les onze que compte l'Asie du Sud-Est, le Timor-Leste en étant à ce jour tenu à l'écart. L'accord *ASEAN Economic Development 2015* a facilité la mise en place de corridors de développement – axes routiers nord-sud et est-ouest, ports en eaux profondes, réseaux aériens – dans une perspective d'intégration économique. L'accroissement exponentiel des flux migratoires intra-asiatiques et l'expansion rapide des mégapoles en sont la conséquence directe (Hewison & Young 2006 ; Lai Ah Eng, Collins & Yeoh 2013 ; Testaverde *et al.* 2017).

2. Seuls quatre sites regroupant chacun plusieurs enclaves (à l'exception du site 2 qui n'en comprenait qu'une seule, disparue en 2018) ont été sélectionnés pour cette enquête. Les enclaves isolées ou groupements d'enclaves éparpillés au centre de Bangkok se comptent en réalité par dizaines, en particulier le long de l'avenue Sukhumvit. Les ruelles perpendiculaires à Sukhumvit, réputée être la plus longue avenue du monde, sont un dédale où la moindre parcelle vacante est occupée par.../...

Originaires pour la plupart de Birmanie, du Laos et du Cambodge, les travailleurs du bâtiment sont les seuls à y être hébergés, car ce sont des entreprises de construction qui en sont les gestionnaires.



Géolocalisation de quatre sites d'enclaves, de sites religieux et d'associations du centre-ville de Bangkok (Thaïlande)

Site 1 : Rama IX • Site 2 : Sukhumvit • Site 3 : Asok • Site 4 : Ratchadaphisek
(d'après la carte réalisée par J. L. Didelot, publiée in Robinne 2021 : 202)

Si l'on compare les modes de fonctionnement de ces enclaves urbaines, d'une part aux dynamiques des réseaux d'échange et d'entraide autochtones, d'autre part à la tendance au regroupement communautaire propre au contexte transnational, nous verrons que ce qui pose question ici est la mécanique de distanciation sociale mise en place. En effet, sans être l'apanage des enclaves, l'évitement à l'encontre de l'offre associative réservée aux travailleurs de l'exil et le délitement des relations à l'égard des parents restés au pays d'origine n'en constituent pas moins la marque indélébile. Attitude de distanciation dans le rapport des résidents à la cité, au milieu associatif, à la famille, transposition au transnational de la condition minoritaire, contraste de zones d'habitats précaires au cœur des quartiers d'affaires et résidentiels, horizontalité des baraquements que recouvre de leur verticalité les

[Suite de la note 2] une enclave, dont certaines, avec le temps, sont totalement intégrées au quartier. L'absence de données publiées, couplée au déplacement constant des enclaves urbaines, rend très difficile l'estimation du nombre de résidents concernés, vraisemblablement plusieurs dizaines de milliers au regard des quatre sites étudiés.

gratte-ciel du centre-ville, tôle ondulée face au béton et au verre sont autant d'éléments traduisant le fait que les enclaves urbaines et leurs résidents produisent de nouvelles frontières, tant physiques que sociales. Or, par opposition avec la connotation de passage inhérente aux frontières – frontières géographiques, sociales, économiques, religieuses, etc., entre lesquelles se déploie et se renouvelle l'adhésion communautaire (Agier 2013b : 32) –, l'idée même de franchissement tend ici à disparaître. La malléabilité de la tôle ondulée se fait mur infranchissable. Dans la présente étude, je m'attacherai à décrypter les modalités de mise en œuvre de ce processus d'isolement conduisant à une dilution du lien social au sein des enclaves en croisant le regard des différents acteurs : employeurs, travailleurs de l'exil, administrations, associations, familles.



Enclave du site de Sukhumvit, au cœur de la mégapole Bangkok (Thaïlande), mai 2017 (cl. François Robinne)

Les enquêtes effectuées entre 2014 et 2019 ont principalement porté sur les travailleurs birmans, au sens large du terme, toutes appartenances linguistiques, culturelles et religieuses confondues. Ce choix s'explique notamment par leur importance numérique dans les enclaves urbaines de Bangkok comme, de manière générale, en Thaïlande. Quelque soixante-dix entretiens ont été menés auprès d'ouvriers du bâtiment vivant dans les enclaves et de membres des équipes d'encadrement, ainsi qu'avec des personnes gravitant dans le milieu associatif ou encore fréquentant les lieux de cultes chrétiens et bouddhistes [Carte]³. Du fait du temps de présence des ouvriers sur leur chantier de construction (de 8h à 17h, sans compter les acheminements de l'enclave au chantier, puis du chantier à l'enclave, et ce, 6 voire 7 jours sur 7), les entretiens se sont déroulés essentiellement en soirée, dans la fournaise de la tôle ondulée et

3. Les enquêtes dans les enclaves ont été réalisées avec le soutien financier de l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC) à Bangkok, que j'ai dirigé de 2012 à 2016, de l'Institut d'Asie orientale (IAO) à Lyon et de l'Institut de recherches asiatiques (IrASIA) à l'université Aix-Marseille.



Entrée d'une enclave du site de Rama IX
Bangkok (Thaïlande), mai 2017 (cl. François Robinne)

l'exigüité des chambrées de 8 m² que doivent se partager deux personnes, hommes célibataires ou couples sans enfants⁴. L'accueil bienveillant et la disponibilité des résidents malgré la fatigue après une journée de travail contrastent avec l'hostilité rencontrée au moment de franchir le poste de contrôle, passage obligé pour accéder dans les enclaves. Ajoutons que les mobilités multiples auxquelles les résidents sont confrontés constitueront un frein – un de plus – au suivi sur le long terme des personnes interrogées.

Univers de la tôle ondulée conçu pour être aussi rapide à construire que facile à démonter, chaque enclave ou groupe d'enclaves se compose d'alignements de baraques à un ou deux étages, entourés d'une enceinte. Rien ne les distingue en apparence des autres formes d'habitats précaires que sont les cités périphériques érigées dans l'entrelacs des zones industrielles, les anciens bidonvilles se faisant ville dans la ville, ou encore les enchevêtrements de constructions venant s'immiscer dans le moindre interstice public, en surplomb le long des canaux-égouts, sous les arches des autoroutes aériennes,

4. À l'instar des enquêtes que j'ai effectuées des années durant dans les villages des hautes terres de Birmanie, ces entretiens dans les enclaves urbaines ont été menés en birman, sans l'intervention d'interprètes. Ils n'auraient toutefois pu se faire sans l'accompagnement d'informateurs extérieurs, issus eux-mêmes de la migration – employés de maisons, acteurs du milieu associatif, ouvriers d'usines. Incontournables médiateurs, ils m'ont non seulement permis de franchir les postes de contrôle à l'entrée des enclaves, mais également, par leur seule présence, de gagner la confiance des résidents dans un contexte de défiance généralisé inhérent à l'exil.



Travailleur de l'exil birman devant l'entrée de sa chambrée

Enclave du site de Rama IX, Bangkok (Thaïlande), mai 2017 (cl. François Robinne)

en bordure des voies de chemin de fer, partout où un espace vacant le permet. Pourtant, à la différence de ces autres types d'habitats précaires, c'est sur des terrains à bâtir au cœur de la cité, à forte spéculation foncière du fait même de leur centralité, que trouvent à s'implanter les enclaves de Bangkok.

Au gré desancements de nouveaux chantiers dans les différents quartiers centraux de la mégapole thaïlandaise, les enclaves sont en effet déplacées par les entreprises de construction vers d'autres parcelles immobilières provisoirement vacantes; qu'il s'écoule plusieurs années ou quelques mois seulement entre deux chantiers, le déplacement de ces structures éphémères est donc un processus inexorable. À cela vient s'ajouter la rotation des équipes et des personnes d'une enclave à l'autre, en fonction de l'avancement des chantiers. De sorte qu'un hébergement au sein d'une enclave ne dépasse pas dix-huit mois, la durée moyenne étant inférieure à un an. Y résider n'en est pas moins considéré comme une opportunité pour cette main-d'œuvre étrangère et non qualifiée; être recruté sur un chantier s'accompagne en effet de l'assurance d'avoir un toit. Mais c'est aussi être pris dans l'engrenage sans issue d'une forme inédite d'exclusion sociale, dans laquelle on vient s'échouer après un périple transnational déjà long.

Le plus paradoxal dans cette situation d'exclusion sociale ne réside pas tant dans le fait que le mode opératoire instauré par les employeurs – petits spéculateurs fonciers ou grands groupes immobiliers – aille à l'encontre de

tout regroupement communautaire, car la vocation humanitaire n'est pas une priorité du cahier des charges des entreprises commerciales ; le plus paradoxal tient au fait que le phénomène de distanciation sociale se trouve être conforté par les résidents eux-mêmes. Et c'est bien là tout l'enjeu que de comprendre les rouages par lesquels ces espaces de désolation se font territoires de désocialisation. Au-delà de l'étude de cas centrée sur quatre sites de Bangkok, l'émergence récente des enclaves autonomes qui les composent, alliée à l'inadéquation des terminologies vernaculaires pour les désigner peuvent donner à voir plus largement les ressorts de ce processus de désengagement social mis en place tout à la fois par l'État, par les entreprises et par les travailleurs de l'exil eux-mêmes⁵.

Pour décrypter ce processus de désocialisation, il s'agira tout d'abord de retracer brièvement la nature des flux migratoires contemporains dans le contexte birman et sud-est asiatique. À la description des conditions de vie dans les enclaves urbaines sélectionnées succèdera une discussion autour des terminologies endogènes puis exogènes définissant ces nouveaux espaces de dispersion et de précarité. En dernier lieu, ce sont les mécanismes de distanciation sociale et de délitement familial qui seront analysés.

Sentiers des essarts et frontières de l'exil

L'émergence récente des enclaves urbaines accueillant des travailleurs de l'exil fait suite à la crise économique de la fin des années 1990 qui a durement frappé la Thaïlande et les autres pays de l'Asie du Sud-Est. Elle doit être resituée autant dans le sillage de la globalisation et de l'intensification des flux migratoires intra-asiatiques contemporains que dans l'impasse identitaire dans laquelle ne cesse de s'enfermer la Birmanie depuis son indépendance en 1948 (Robinne 2019, 2021). À bien des égards, les conditions sont ainsi réunies pour que se densifient des réseaux migratoires transnationaux en même temps que se développe la bulle immobilière qui draine toujours plus d'ouvriers dans le secteur du bâtiment. La Thaïlande est confrontée à un dilemme entre, d'un côté, la volonté de réguler l'afflux exponentiel de migrants en provenance des pays limitrophes et, de l'autre, la nécessité d'accueillir la main-d'œuvre non qualifiée et peu onéreuse dont elle a besoin. La tentaculaire Bangkok voit ainsi se déployer en sa

5. L'expression « travailleurs de l'exil » a été retenue afin de « déjouer l'opposition binaire migrant-réfugié » (Calabrese & Veniard 2018 : 24). Le terme « exil » évoque l'idée de contrainte, sans que cela préjuge de la nature ou de l'intensité de la contrainte ou du volontariat. En outre, pas plus que « réfugié » ou « sans papier », il ne saurait être apparenté à une identité. En accord avec Frédérique Fogel (2019 : 19), ce sont là des conditions qu'il importe de ne pas communautariser, de ne pas essentialiser ou, comme l'a proposé Julie Baujard (2009), qui nécessitent à tout le moins d'intégrer la transversalité de leurs identités.

périphérie comme en son centre un entrelacs de zones industrielles, de villes ouvrières, de quartiers corporatistes comme Sieng-Kong Bangna au sud-est de la mégapole, ou d'anciens bidonvilles devenus villages urbains comme le quartier de Ban Khrua (Baffie & Fournier 1992 ; Baffie 2003 ; Pongsawat 2007).

L'ampleur du phénomène est telle que les réseaux migratoires intra-asiatiques ont supplanté tout ou partie des habituels réseaux nationaux. Clandestins ou non, les passages frontaliers entre la Birmanie et la Thaïlande en viennent par exemple à concurrencer la dynamique migratoire des paysans isan du nord-est de la Thaïlande vers Bangkok. Jusqu'à récemment encore, disons la première décennie des années 2000, la région de l'Isan constituait pourtant la principale réserve de main-d'œuvre pour les zones urbaines. Les aides gouvernementales attribuées par l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, ajoutées au développement simultané d'un réseau autoroutier et à l'implantation d'une industrie sucrière grande pourvoyeuse d'emplois favorisèrent tout à la fois le décloisonnement économique de cette région et la sédentarisation des populations locales.

Cet état de fait est donc récent, d'autant qu'à la création d'un espace ASEAN intégré se greffe le contexte propre à la Birmanie. Dictatures militaires successives, coups d'État après coups d'État, conflits interethniques, nationalismes bouddhiques, c'est peu dire que l'instabilité politique de ce pays durant ces sept dernières décennies – avec un tournant dramatique depuis le putsch du 1^{er} février 2021⁶ – contribue à alimenter la dynamique migratoire. Les premières populations à être affectées sont celles des montagnes des confins himalayens. C'est là, dans cette « tenaille indo-chinoise » (Mus 1977 : 111), que se font sans doute le plus sentir les effets cumulés de la globalisation, de la libre circulation des marchandises au sein des dix pays de l'ASEAN et des politiques de gestion migratoire menées localement en Thaïlande et en Birmanie. Depuis vingt ans, l'intensité des flux de population des hautes terres vers les basses terres s'en est trouvée démultipliée. Dans l'État Chin⁷ à la frontière indo-birmane, dans l'État Kachin à la frontière sino-birmane, ou encore dans l'État Shan frontalier avec le Laos et la Thaïlande, le constat est implacable : une frange entière de la population active des villages de montagnes a fait et continue de faire le choix de l'exil transnational.

6. L'enquête sur les enclaves urbaines ayant été menée avant le coup d'État birman du 1^{er} février 2021, les milliers de réfugiés trouvant asile à la frontière thaïlandaise pour fuir les combats et la guerre civile ne sont pas considérés ici.

7. La Birmanie est administrativement divisée en 7 Régions situées le long de la vallée de l'Irrawaddy et de son delta, et en 7 États ethniques (Chin, Kachin, Kayah, Kayin, Môn, Rakhine et Shan) situés sur le pourtour montagneux, frontalier avec le Bangladesh, l'Inde, la Chine, le Laos et la Thaïlande.

En octobre 2007, dans l'État Chin, sur le chemin pentu conduisant à Falam, la capitale régionale, une famille descendait à la queue leu-leu, chacun des membres ployant sous des paniers de rotin (à bandeau frontal pour les femmes, à joug d'épaules pour les hommes) surchargés de casseroles, de vêtements, de couvertures, d'outils et autres objets du quotidien. L'aller-retour auquel ils étaient accoutumés pour se rendre à l'essart, au jardin ou au marché le plus proche était cette fois-ci un voyage sans retour prévisible, du moins à court terme. La famille partait prendre le bus pour rejoindre Kalaymyo, dans la lointaine plaine rizicole de la Chindwin, certains projetant même de poursuivre jusqu'à Mandalay, en Birmanie centrale. Et dans leur village de Mankheng où j'arrivai peu après, comme dans tous les villages sans exception où je m'étais rendu et ceux où je devais par la suite me rendre, les maisons étaient vides de leurs femmes et de leurs hommes entre 15 et 45 ans. La plupart étaient partis chercher du travail ailleurs : les uns provisoirement, en tant que conducteurs de caravanes transfrontalières – mules lourdement chargées ou troupeaux de chèvres – saisonniers agricoles ou cantonniers se rendant au Manipur et au Mizoram voisins ; les autres définitivement, en espérant gagner le statut de réfugié à Delhi ou Kuala-Lumpur, portes d'entrée en Occident (Danel-Fédou & Robinne 2007 ; Baujard 2009 ; Bentz 2017) ; tandis que d'autres encore avaient les chantiers de constructions immobilières de Bangkok ou de Dubaï en ligne de mire (Lai Ah Eng, Collins & Yeoh 2013 ; Kathiravelu 2016).

Occupée en temps ordinaire à des travaux saisonniers (conduite des caravanes, sarclage et moissons dans les champs, extraction de l'eau saumâtre dans les mines de sel gemme, ou réfection des voiries après la mousson), une part croissante de cette jeune génération se retrouve donc désormais dans les mégapoles en tant que main-d'œuvre non qualifiée. À la différence des migrants installés dans les zones industrielles de la périphérie urbaine où les emplois sont diversifiés (confection de vêtements, fabrication de bouteilles et autres produits plastiques, production de blocs de glaces etc.), c'est, comme je l'ai précisé, exclusivement pour travailler sur les chantiers de constructions immobilières que sont recrutées les personnes hébergées dans les enclaves du centre de Bangkok. De manière significative, ces dernières concentrent la classe d'âge la plus élevée parmi les travailleurs de l'exil, la génération des 30-40 ans, la moins éduquée, celle des célibataires ou des familles éclatées, celle ayant la plus longue expérience au transnational et pour laquelle les enclaves constituent au bout du compte, après avoir tout essayé, une opportunité par défaut, faute de mieux.

Concernant pour l'essentiel des populations montagnardes et frontalières issues de minorités linguistiques et culturelles, le passage du national au transnational, de milieu rural à milieu urbain, ne change pas fondamentalement

leur rapport aux pouvoirs centraux birman ou thaïlandais, qui se caractérise dans les deux cas par la violence et l'humiliation. Populations minoritaires dans leur pays d'origine, elles restent populations minoritaires dans leur pays d'exil. En Birmanie ou en Thaïlande, l'appartenance ethnique apparaît d'une manière ou d'une autre sur les cartes de santé, sur les permis de travail comme sur les cartes d'identité. So Toe est l'une des rares travailleuses exilées birmanes à avoir acquis la citoyenneté thaïlandaise : « Je suis thaïlandaise ! », annonce-t-elle un jour en exhibant sa carte d'identité flambant neuve. Elle ajoute, le doigt pointé sur son numéro d'identifiant : « Le chiffre "8" devant veut dire que je suis Baw Karen » ; ce qui correspond à une numérotation similaire au principe de classification raciale de la *coding list* utilisée en Birmanie par les services d'immigration (Robinne 2019, 2021). Ce n'est donc pas tant la condition minoritaire qui change à l'échelle transnationale, mais le fait de voir ajouté au statut de minorité ethnique et religieuse celui de travailleur migrant – stigmatisation redoublée en quelque sorte.

Outre l'ostracisme auquel sont confrontées de façon récurrente les minorités non birmanes et non bouddhiques, pour la délivrance par exemple de cartes d'identité ou encore pour l'accès à l'université, trois autres facteurs incitatifs – non exclusifs les uns des autres – poussent les jeunes birmanes à l'exil : 1) la volonté de suivre des études, le plus souvent un cursus en théologie s'agissant de chrétiens, majoritaires dans les populations montagnardes, avec le soutien de réseaux confessionnels transnationaux bien établis ; 2) le souci d'échapper à la conscription dans les armées locales partout où des conflits opposent les armées ethniques à l'armée birmane, sans compter les relations conflictuelles entre différentes factions ; 3) la recherche d'un emploi non qualifié pour sortir du désœuvrement dû à l'enclavement de ces régions à l'accès difficile, voire impossible en période de mousson. À la décision individuelle du départ en exil de cette frange jeune de la population, se combinent en Birmanie les déplacements de villages ou de quartiers entiers imposés par la junte militaire au pouvoir : déplacements systémiques dans les hautes terres au plus fort de la guerre civile opposant, dans les années 1960-1970, les minorités ethniques à l'armée birmane ; déplacements plus ciblés, comme à Pagan dans les années 1980, à Taungyi dans l'État Shan dans les années 1990, ou encore à Mandalay dans les années 2000 avec le démantèlement contraint des maisons de dockers le long des berges de l'Irrawaddy. S'ajoutent également les colonnes de réfugiés karen franchissant par centaines la frontière thaïlandaise chaque fois que les armes se font entendre, sans parler des réfugiés rohingya musulmans fuyant l'armée birmane et le nationalisme bouddhique émergent. Dans le cas birman, l'appel à l'exil généré par le désœuvrement se superpose donc aux effets cumulés de la dictature et de l'ostracisme d'État sur une

base ethnique et religieuse. Il est à cet égard remarquable de constater que l'intensité des flux migratoires s'est trouvée renforcée entre les premières élections libres de 2015 et le coup d'État militaire du 1^{er} février 2021, en raison des nationalismes bouddhiques et mouvements islamophobes venus entacher cette éphémère transition démocratique. En Birmanie, la précarité est directement corrélée au régime dictatorial dont la vindicte repose sur la peur – désormais la terreur –, l'assujettissement, l'humiliation, en plus de l'assèchement intellectuel, de la xénophobie ethnique et religieuse, des décennies de guerre civile, et ce, sans que les cinq années de transition démocratique de 2015 à début 2021 aient pu améliorer cette situation. Soucieuses de s'échapper de cette nasse d'incertitude, les populations des hautes terres de Birmanie naviguent à vue, tentant leur chance à l'étranger avec pour seul objectif le bien-être de leurs proches restés au pays, à défaut de l'amélioration de leurs propres conditions de survie.

En outre, à travail égal, le salaire est en général trois à quatre fois plus important en Thaïlande qu'en Birmanie. Il est en moyenne de 9000 bahts (THB)/mois (environ 270 euros/mois) – 11 000 THB/mois (environ 330 €/mois) en incluant les heures supplémentaires⁸ – pour les ouvriers des enclaves urbaines et, par exemple, aux alentours de 11 000 THB/mois en 2019 pour une employée de maison. Or, cela correspond respectivement en monnaie birmane à 300 000 et à 400 000 kyats de revenus mensuels quand une institutrice ne gagne que 150 000 kyats/mois en Birmanie. Si le salaire est par excellence le facteur incitatif dans la prise de décision de migration transnationale, on voit que les rémunérations pratiquées dans le bâtiment sont inférieures à celles des autres corporations et comptent même parmi les plus basses chez les travailleurs migrants; elles ne constituent donc pas un quelconque avantage pécuniaire pouvant motiver la venue dans les enclaves.

Conditions de vie dans les enclaves

Le parcours d'obstacles administratifs des résidents

Certaines enclaves sont la propriété de petits entrepreneurs indépendants; l'une d'elles, la plus délabrée, dans une ruelle (*soi*) de l'avenue Rama IX [site 1], appartient par exemple à un dentiste qui s'est lancé dans l'immobilier avec le soutien des autorités locales. Mais, pour la plupart, les enclaves dépendent de grands groupes de construction immobilière très pointilleux en matière de sécurité sur les chantiers, et – au moins officiellement – en matière de conformité avec le droit du travail et la législation relative aux flux migratoires.

8. Les heures supplémentaires sont payées 60 THB de l'heure (1,6 €).

Le dédale administratif à travers lequel navigue Malay Kaw – 41 ans, célibataire, en Thaïlande depuis 2003 – est un parcours semé d’obstacles. Dans la chambrée qu’il partage avec son frère, il étale, incrédule, tous ses papiers : carte verte de travailleur en vigueur jusqu’en 2016, carte rose obtenue après un an de détention de la carte verte, certificat de travail délivré par l’employeur sans lequel aucun document administratif ne peut être établi, attestation provisoire attribuée le temps de la délivrance d’un passeport de couleur rouge, dit « passeport de travail », reconnu par les autorités birmanes et thaïes. La durée de validité de ce dernier est de deux ans, sous réserve que le document soit visé par les autorités tous les trois mois. L’obtention d’un passeport de couleur bleue, valable deux ans et délivré par le Département du travail, est *a priori* l’aboutissement de ce parcours du combattant. Les amendements constants de la législation thaïlandaise complexifient toujours plus ces démarches administratives ; au point que, finalement, dans ce flou savamment entretenu, l’illégalité des travailleurs étrangers reste de mise, aux risques et périls de chacun.

Faisant suite à un accord-cadre passé entre deux entreprises partenaires thaïlandaise et birmane, certains travailleurs de l’exil sont détenteurs d’un visa dit « visa MoU » – pour *Memorandum of Understanding* –, en vigueur depuis 2004. Les travailleurs disposant d’un tel visa y voient néanmoins une source d’incertitude supplémentaire, car il s’accompagne de l’obligation de retourner en Birmanie tous les deux ans, sans assurance aucune d’obtenir le renouvellement de leur visa ou de leur contrat de travail, sans parler du surcoût financier induit par le voyage et les frais administratifs. Il faut compter au minimum un mois, souvent plusieurs, pour la délivrance d’un visa MoU à Yangon, la capitale économique birmane. Ko Maw-Zaw, originaire de la région de Pegu, au nord-est de Yangon, a dû cumuler des petits boulots pour financer son séjour pendant cette période d’attente. Ils sont de plus en plus nombreux à être détenteurs d’un tel visa MoU. Ko Myint-Win ne s’en plaint pas, car c’est grâce à ce visa, explique-t-il, qu’il a obtenu un emploi en tant que poseur de chapes de béton. Le revenu régulier qu’il perçoit, 400 THB/jour (11 €) sans les heures supplémentaires, l’incite déjà à songer à renouveler son contrat pour deux années de plus. Les autorités thaïlandaises et birmanes ont convenu de généraliser le visa MoU pour tous les travailleurs migrants à partir de 2020. Conçue pour uniformiser les formalités administratives et contrôler le flux migratoire, cette généralisation est synonyme de soucis supplémentaires pour toutes celles et tous ceux qui sont déjà employés depuis des années soit de façon illégale, soit par des expatriés dans l’impossibilité de délivrer un contrat de travail. Et celles et ceux qui avaient jusque-là réussi à passer à travers ce dédale administratif se retrouvent désormais au pied du mur.

Dans ce parcours anxiogène au cours duquel la frontière entre légalité et illégalité est en permanence franchie (Lindquist 2009), l'obtention d'une carte de santé nécessaire au permis de travail s'avère être au moins aussi importante sur le plan administratif que les avantages qu'elle procure en termes de prise en charge des soins. Son coût élevé, 3700 THB (109 €), en rebute toutefois plus d'un, d'autant que le taux de prise en charge est réduit à la portion congrue en cas d'hospitalisation et qu'on ne peut en bénéficier qu'une seule fois. Par ailleurs, la carte de santé n'est valide que dans la zone d'enregistrement, c'est-à-dire de part et d'autre de la frontière, à moins qu'un contrat de travail en bonne et due forme n'ait été conclu avec l'employeur avant le départ au transnational. À Bangkok, elle ne donne accès aux soins que dans un seul hôpital gouvernemental – le Rajawithi Government Hospital, près de Victoria Monument. L'attente y est terriblement longue (il faut compter « la journée en moyenne ») et l'accueil détestable (on y est traité « comme des chiens »). S'y rendre en tant que travailleur migrant est en soi une épreuve. Le tarif des consultations, moins d'un euro, est certes très bas, mais la carte de santé ne donne pas droit à un remboursement des médicaments qui restent à la charge des patients, pas plus qu'elle n'inclut, en cas d'hospitalisation, le coût lié aux pansements et aux repas. Comme pour l'obtention des autres papiers administratifs et les frais qu'ils occasionnent, posséder une carte de santé, c'est à un moment ou à un autre mettre le doigt dans l'engrenage de l'endettement.

La carte de santé a pourtant d'autres avantages : grâce à elle, la consultation est quasiment gratuite et renouvelable le temps d'un même traitement, ce qui constitue un intérêt certain pour une femme enceinte ; les jours suivant l'accouchement, une mère et son nourrisson sont accueillis trois jours durant, tous frais compris, dans une chambre à dix lits. La carte de santé pallie également le faible niveau de prise en charge par l'entreprise, dont le plafond moyen est de 2000 THB (59 €) pour un accident du travail ; or, il s'agit d'une somme dérisoire si une hospitalisation doit se prolonger plusieurs jours, comme c'est le cas pour les personnes amputées ou gravement brûlées. Surtout, l'obtention d'une carte de santé est assimilée à une forme d'intégration relative, en tant que véritable sauf-conduit prouvant que l'on est en règle avec l'administration. À ce titre, elle constitue une sorte de passeport pour le recrutement et sa seule présentation lors d'un contrôle vaut justification d'un contrat d'embauche.

Organisation au sein des enclaves

Dans le secteur du bâtiment à Bangkok, un emploi signifie *de facto* le droit à une chambrée dans une enclave urbaine. Outre leur localisation dans les quartiers centraux, les différentes enclaves présentent un certain nombre

de constantes. Du point de vue de leur organisation interne, les équipes d'encadrement sont composées exclusivement de citoyens thaïlandais, les seuls à être engagés de façon pérenne, imposant une hiérarchie vis-à-vis des ouvriers étrangers sur ce critère de citoyenneté. Le caractère cosmopolite qui prévaut dans les enclaves tend, d'une part, à donner consistance aux distinctions sociales et, de l'autre, à véhiculer des jugements essentialistes empreints de condescendance selon, par exemple, que l'on est *sgaw* ou *baw karen*, d'origine birmane ou thaïe. Toutes les enclaves, en outre, sont régies par la règle « une personne/un emploi/un toit », censée garantir qu'aucune personne extérieure à l'entreprise ne puisse durablement y séjourner. La présence, à l'intérieur, de commerces permanents et, au dehors, de marchés nocturnes, incite les résidents à ne pas se rendre en ville.

Les enclaves de travailleurs migrants se distinguent des interstices urbains en ce qu'elles n'empiètent pas sur l'espace public à proprement parler et dans la mesure où elles sont placées sous le strict contrôle des investisseurs privés comme des autorités locales. Elles sont implantées sur des parcelles immobilières laissées provisoirement vacantes, ou encore sur d'anciens marais asséchés destinés à être transformés en terrains à bâtir. Dès que la parcelle devient constructible, l'enclave doit être déplacée, tandis que la fin d'un chantier pour telle ou telle catégorie de travailleurs – manutentionnaires, foreurs de pieux de soutènement, poseurs de ferraille à béton armé, poseurs de chape de béton, poseurs de fenêtres, enduiseurs, peintres, équipes de nettoyage, etc. – signifie, au mieux, une relocalisation dans une autre enclave, au pire, la perte de leur emploi. L'emplacement des enclaves n'est pas forcément contigu à celui des chantiers, cela relève même plutôt de l'exception. Les ouvriers travaillant dans le quartier de Ratchadaphisek [site 4] sur le chantier de trois tours jumelles ou sur celui de la construction d'un terminal de métro, tous deux en voie d'achèvement fin 2019, avaient la chance de pouvoir aller à pied sur leur lieu de travail, mais c'est loin d'être toujours le cas. Les ouvriers font en moyenne une heure de route, entassés dans le hayon d'un pick-up, pour se rendre de l'enclave au chantier. La mobilité, on le voit, est récurrente : cela peut sembler aller de soi en contexte migratoire, à ceci près que la mobilité dans les enclaves concerne autant les personnes que les infrastructures.

Les critères ayant présidé, à l'origine, au choix des enclaves prises ici pour exemple sont dans l'ensemble restés constants entre 2014 et 2019, période correspondant aux enquêtes sur place, excepté une augmentation exponentielle du nombre d'enclaves de travailleurs migrants. Cela ne remet pas en cause la morphologie des enclaves, tout au plus quelques variantes matérielles indiquent-elles un changement d'échelle concernant le nombre de résidents et la mobilité structurelle qui tendent à prendre une dimension industrielle.



Alignement de containers superposés

Enclave du site de Ratchadaphisek, Bangkok (Thaïlande), novembre 2019
(cl. François Robinne)



Enclaves nouvellement implantées à côté d'enclaves plus anciennes, vues depuis le métro aérien

Site d'Asok, Bangkok (Thaïlande), mai 2017
(cl. François Robinne)

Entre le début et la fin de ces enquêtes, des alignements de containers superposés ont ainsi fait leur apparition. Par rapport aux baraques en tôle ondulée, l'espace dévolu aux travailleurs y est un peu plus grand, plus haut surtout, mais cela ne se traduit pas par davantage de confort, au contraire, car les chambres dans les containers se font dortoirs sans autre ouverture que la seule porte.

Au sein de ce foisonnement permanent lié, ici à la création de nouveaux sites, ailleurs au démantèlement définitif de certaines enclaves chassées par le démarrage d'un chantier, ou déplacées vers des terrains vacants, les enquêtes se sont donc concentrées sur quatre sites du centre de Bangkok [Carte]. Ces quatre sites ont été sélectionnés en

fonction de la configuration des enclaves qu'ils renferment, de leurs dimensions respectives, de leur organisation interne, des conditions d'hygiène très variables de l'une à l'autre, ainsi bien sûr que des possibilités pour moi d'y avoir accès. Durant les cinq années d'enquêtes, une enclave a disparu en 2018, celle sur Sukhumvit [site 2], tandis qu'une autre – en réalité un très important complexe regroupant plusieurs enclaves – est

apparue à Ratchadaphisek [site 4]; depuis le métro aérien surplombant le site d'Asok [site 3], l'on pouvait aussi se rendre compte de l'étendue des nouvelles implantations d'enclaves en cours de construction en novembre 2019. Il n'y a pas en l'occurrence de lien entre le démantèlement d'une enclave et l'apparition d'une autre, si ce n'est l'extraordinaire effervescence immobilière dans laquelle est plongée Bangkok. Chaque site se compose d'une à trois enclaves mitoyennes, le plus souvent indépendantes les unes des autres, y compris lorsque leurs

résidents travaillent sur un même chantier ; il s'agit alors de sous-traitance par l'entreprise commanditaire. Les conditions de vie peuvent y être très variables. Par exemple, les petites structures insalubres de l'avenue Rama IX [site 1] qui dépendent d'investisseurs privés n'ont rien de comparable avec l'îlot « historique » et passablement délabré situé au pied des tours de Sukhumvit [site 2] – celui qui a disparu en 2018, mais dont on retrouve des équivalents plus centraux encore dans le quartier de Pratunam [Carte] – ni avec les nombreux alignements à deux niveaux tirés au cordeau de Asok Station et de Ratchadaphisek [sites 3 et 4], qui dépendent de consortiums immobiliers.

Le rythme de travail est soutenu, du lundi au samedi, de 8h à 17h, soit au minimum neuf heures de présence quotidienne sur le chantier, trajets et heures supplémentaires quasi inéluctables non inclus. Les chantiers se poursuivent parfois en nocturne, en fonction des autorisations liées aux nuisances sonores. Le travail de nuit est payé au tarif des heures supplémentaires, de même que le dimanche, seul jour potentiellement chômé. Le non-paiement des dépassements d'horaires le soir est une des raisons les plus fréquemment invoquées pour justifier un changement d'employeur.

Tout juste de retour dans l'enclave de Sukhumvit [site 2] après avoir célébré leur mariage dans l'État Shan, dont ils sont originaires en Birmanie, Ko Win-Laing, 24 ans, et Ma Yuè-Nu-Wé, 22 ans, viennent de signer un contrat d'embauche. Bien que l'employeur les ait prévenus de la pénibilité du travail à effectuer – poseur d'enduit pour lui et nettoyeuse de chantier pour elle –, ils ont fait valoir leur expérience déjà longue malgré leur jeune



Entretien dans une chambrée avec un jeune couple pa-o
Site de Sukhumvit, Bangkok (Thaïlande), mai 2017
(cl. So Toe, accompagnatrice de François Robinne)

âge. Échangeant un instant un regard comme pour mieux y conforter leur certitude, ils assurent d'une seule voix ne pas douter de pouvoir tenir la cadence. Sûrs de leur fait, ils ont décidé de travailler également le dimanche, préférant toutefois, face au paiement aléatoire des heures supplémentaires, une activité extérieure. C'est pourquoi ils sont en formation – facturée 250 THB par jour et par personne – dans la compagnie MLM (Multi Level Marketing), « The best network marketing », selon le slogan. Il s'agit de se former à la technique de vente par démarchage, rémunérée au pourcentage, « de marques très connues de café et de shampoing », précisent-ils, déjà investis dans leur rôle de vendeur.



**Marché itinérant
à l'entrée d'une enclave**
Site de Ratchadaphisek,
Bangkok (Thaïlande),
novembre 2019
(cl. François Robinne)

Le peu de temps libre dont disposent les résidents est optimisé. Après de rapides emplettes au marché le soir à l'entrée de l'enclave, toujours en tenue de chantier (casque de sécurité sur la tête, gilet fluo sur le dos et chaussures à bouts renforcés aux pieds), ils partent se doucher au réservoir collectif, tout en faisant simultanément la lessive des vêtements du jour. Ils préparent ensuite, près de la paillasse dans la chambrée ou sur le rebord le long de la coursive, le dîner et le déjeuner à emporter le lendemain sur le chantier. Ils partagent parfois un verre de whisky thaï à trois ou quatre debout autour d'un bidon vide, passent un appel vidéo au conjoint et aux enfants quand il y en a, ou quand c'est possible, et, éventuellement font quelques parties de balle de rotin à l'extérieur. Mais le plus surprenant est que tout ce va-et-vient se déroule dans un étonnant silence, qui prédomine partout et que rien ne semble pouvoir perturber. Pendant la journée, les coursives entre les baraques sont presque dépourvues de toute animation. Le linge sèche, posé sur la balustrade de l'étage supérieur, accroché aux sous-pentes de l'étage inférieur, pendu aux poutres métalliques du toit ou suspendu aux séchoirs à poulies, enchevêtrement multicolore de vêtements contrastant avec le gris de la tôle ondulée



et la symétrie des baraquements. C'est là quasiment le seul signe d'une présence humaine, si l'on excepte les foyers de cuisson, les instruments de cuisine et autres sacs de riz disposés le long des chambrées. Ne sont présents dans la journée que les marchandes derrière leurs étals, les femmes en fin de grossesse dont le départ prochain est programmé, les accidentés ou malades dont l'arrêt de travail ne pourra se prolonger au-delà de quelques jours.

Ko Than-Naing totalise vingt-quatre ans de présence en Thaïlande, tandis que sa femme est là depuis douze ans. Ils se trouvent tous deux depuis cinq mois dans l'une des trois enclaves du site de Rama IX et prévoient d'y demeurer autant de temps encore. En arrêt de travail pour trois jours – non rémunérés s'entend – à la suite d'un accident sur son chantier, Ko Than-Naing trouve qu'il ne s'en est pas trop mal sorti. Le choc au niveau de l'arcade sourcilière avec une poutrelle en acier de plusieurs centaines de kilos aurait en effet pu être bien plus grave et il se considère chanceux parce que son employeur a pris en charge les frais pour les points de suture. Dans l'une des nouvelles enclaves de Ratchadaphisek [site 4], Ma Win-Win-Aye – 36 ans, mariée, trois enfants – irradie la joie de vivre bien qu'elle ait subi deux opérations chirurgicales au niveau du bas-ventre. La première fois, sa carte de santé lui a permis de ne payer que la somme dérisoire de 30 THB, soit moins d'un euro pour la consultation, les repas, les pansements et les traitements, l'opération et ses deux jours d'hospitalisation étant pris en

Coursive d'une enclave,
désertée pendant
la journée
Site d'Asok,
Bangkok (Thaïlande),
mai 2017
(cl. François Robinne)

charge. Après deux jours de repos supplémentaires dans l'enclave, elle avait pu reprendre son travail en tant que poseuse d'enduit. La seconde fois, en revanche, la prise en charge lui ayant été refusée, Ma Win-Win-Aye a dû repartir en Birmanie. Après une hospitalisation de deux jours, elle s'est reposée un mois chez des proches avant son retour à Bangkok. Mais, deux mois plus tard, elle n'était toujours pas en état de travailler, ne laissant que le seul salaire de son mari pour vivre. Par chance, le gérant de l'enclave l'a autorisée (cas unique parmi toutes les enclaves visitées) à vendre sur le pas de la porte de leur chambrée des chiques de bétel et une soupe maison, ce qui lui permet d'assurer un complément de revenu d'environ 200 THB par jour (6 €), soit à peine les 2/3 de son salaire d'ouvrière. Elle sait toutefois qu'elle devra quitter les lieux si elle ne retourne pas prochainement sur le chantier.

En dehors des enfants en bas âge, des malades et, de manière générale, des rares personnes provisoirement inaptes au travail pour une raison ou une autre, la seule présence d'actifs est un marqueur spécifique des enclaves urbaines, qui les distingue de toute autre forme d'habitat comparable en situation d'exil. Pourtant, les terminologies vernaculaires achoppent encore à les qualifier, sans doute en raison de l'éclatement des liens sociaux et familiaux qu'elles imposent, de même que du caractère éphémère de leur implantation sur une même parcelle.

Terminologies vernaculaires et maillage de qualificatifs exogènes

En lien direct avec l'émergence récente des enclaves urbaines hébergeant des travailleurs de l'exil à Bangkok, ces dix ou quinze dernières années tout au plus, les terminologies vernaculaires utilisées localement pour les désigner, aussi bien en thaï qu'en birman, sont volatiles et diversifiées. Quelle que soit la nationalité des locuteurs, deux termes thaïs reviennent tout de même de façon récurrente parmi les résidents de toutes nationalités. Le premier est *slam*, appellation thaïe dérivée de l'anglais *slum*, pouvant se traduire par «bidonville». C'est un terme générique renvoyant à toute forme d'habitat spontané (Baffie & Fournier 1992; Baffie & Pichard-Bertaux 2011). Or, sauf exception, telles deux enclaves du site de Rama IX [site 1] dont le caractère vétuste et insalubre contribue à les démarquer de toutes celles observées, rien dans l'ordonnancement au cordeau des alignements de baraques, dans la propreté générale des lieux, jusqu'à la réglementation très stricte en vigueur, ne permet d'assimiler les enclaves à des bidonvilles ou autres formes de squats. Le second terme couramment employé pour nommer les enclaves, quelle que soit l'origine linguistique des locuteurs, est *khai*, c'est-à-dire «camp» en thaï. À l'image de «migrant» devenu un terme

quasi générique, le qualificatif de « camp » s'est répandu de par le monde pour désigner les nouvelles formes de regroupement des populations en situation d'exil (Bernardot 2008 : 31 *sq.* ; Agier 2013a ; Dilger & Dohrn 2016 ; Turner 2016 : 141)⁹. Il faut certes être un habitué et se concilier les bonnes grâces des vigiles de service pour prétendre franchir l'enceinte d'une enclave, mais le droit d'entrée et de sortie est sans contraintes pour les résidents dès lors qu'ils sont en possession du fameux contrat de travail établi par l'entreprise propriétaire des murs. Si l'on exclut la dimension psychologique du cloisonnement, qui n'est pas du ressort de cette analyse, les enclaves ne sont donc en aucune manière des lieux d'enfermement. Ce ne sont pas non plus des camps militaires (*khai thaban*), ni même des camps de réfugiés (*khai phulipai*) tels qu'il en existe le long de la frontière birmano-thaïe. D'autres termes thaïs peuvent aussi être employés, qui mettent alternativement l'accent sur la tendance au communautarisme (*chumchon*), contrastant en cela avec la sphère cosmopolite qui prévaut dans les enclaves, ou sur l'image d'un « emplacement dégradé » (*laeng sueam-som* ou *laeng thrut-som*), contrastant en cela avec l'alignement rectiligne des baraquements qui les caractérise (Vongrattanatoh 2011 : 140).

La terminologie birmane est elle aussi flottante : *sèk-hmu zun* est une expression pâlie-birmane-anglaise signifiant « zone industrielle » à la périphérie des villes ; *kyu-kyaw* se réfère aux aires d'habitats spontanés qui « débordent » ou « empiètent » sur l'espace public, susceptibles par conséquent d'expropriation ; *dukkha dee sakhan*, expression comprenant le mot pâli *dukkha* (« problème, souffrance »), suivi du mot birman *sakhan* (« camp, gîte, lieu »), désigne habituellement les camps de réfugiés ; *kho lun*, expression verbale ou nominale signifiant « refuge, asile, se réfugier, s'abriter », s'utilise surtout pour les « squats ». Hormis peut-être l'expression birmane *alup-thema tan-lya* dont le sens littéral est « alignement de travailleurs », comme on parlerait d'un alignement de chaises (*khun tan-lya*) dans une salle de classe ou de maisons (*ein tan-lya*) dans une zone pavillonnaire, aucune de ces expressions n'est réellement satisfaisante pour qualifier les enclaves de centre-ville. Avec les termes thaï *slam* (« bidonville ») et *khai* (« camp »), c'est donc le plus souvent la forme condensée *tan-lya* (« alignements ») qui est employée par les locuteurs birmans pour désigner ces zones spécifiques d'habitat.

9. Comparés à la définition des réfugiés établie par Simon Turner (2016), les résidents des enclaves ne sont pas à proprement parler des populations pouvant perturber l'ordre national, quand bien même ils font l'objet de contrôles permanents. Contrairement aux personnes établies dans des camps de prisonniers ou des centres de détention, et autres camps de réfugiés, camps de transit, camps de déportation, ghettos ou « jungles », les résidents des enclaves du centre de Bangkok ne sont placés là ni par l'État, ni par les ONG, ni par les Nations unies. Ce sont des étrangers en situation (plus ou moins) régulière, ayant signé un contrat d'embauche avec des entreprises privées.

Il en ressort que le terme d'origine latine « enclave » semble finalement le plus approprié pour exprimer l'idée de confinement constitutive de ces espaces : confinement des travailleurs en situation d'exil au cœur même du territoire urbain, confinement des lieux dans la ville autant que des personnes dans la société. Ce terme est employé ailleurs pour désigner d'autres formes d'hébergements appliquées à des contextes parfois très différents. En particulier, dans son travail sur les *gated communities* à Dubai, Laavanya Kathiravelu (2016) établit une distinction entre « enclaves », à propos des alignements de maisons cossues de la classe moyenne – ces « poches résidentielles » comme il en existe également à Bangkok ou à Kuala Lumpur (Bastide 2015 : 138) –, et « camps », dont elle réserve l'appellation pour les alignements en tôle ondulée destinés aux travailleurs migrants. C'est également sous le vocable d'« enclave » qu'est désigné le Parc Industriel de Batamindo et ses résidences dortoirs adjacentes, dans l'archipel des îles Riau en Indonésie, à quelques encablures au sud de Singapour. Créé dans les années 1990 par un consortium international, cet « État dans l'État » a plus en commun avec les zones industrielles à la périphérie de Bangkok qu'avec les enclaves du centre-ville à proprement parler¹⁰.

De manière significative, seule une terminologie exogène permet donc de distinguer les enclaves immobilières du centre-ville des zones industrielles de la périphérie, comme des autres formes d'habitats plus ou moins précaires dont rendent compte les terminologies vernaculaires. Cinq adjectifs parmi une longue liste de possibles ont ainsi été retenus pour qualifier cette distinction. Ils ne doivent être considérés ni indépendamment les uns des autres, ni dans un ordre particulier. Les enclaves trouvent leur consistance dans un maillage inextricable – ou « agencement », selon la terminologie de Gilles Deleuze et Félix Guattari (1980 : 10 *sq.* et 629-630), concept traduit en anglais par *assemblage* (Ong & Collier 2005) – de qualificatifs, dont seule l'association semble pouvoir en préciser les contours. De l'un à l'autre de ces termes, les déplacements multiples constituent le lien déstructurant.

1) *Furtif*. Il s'agit tout d'abord d'un ressenti, celui furtif et pesant d'être hors du monde. À l'intérieur des enclaves, dans les coursives entre deux alignements de baraques, de chambrée en chambrée, des chambrées aux réservoirs d'eau pour se laver, des étals de commerçants aux chambrées, c'est une fourmilière silencieuse qui anime les lieux en soirée et au petit matin. Le retour et le départ des pick-up ne perturbent en rien ce silence. Un silence qui semble improbable au regard de la promiscuité régnant dans les enclaves et des vibrations sonores de la tôle ondulée. Un silence qui

10. Outre les travaux de Leo Van Grunsven (1998) et Nicholas Phelps (2004), cf. l'analyse très fine qu'en a fait Johan Lindquist dans le chapitre intitulé « The Diluted Enclave » (2009 : 43-70).

s'avère plus improbable encore étant donné que chaque enclave ou groupe d'enclaves se trouve au cœur des quartiers les plus animés de Bangkok. C'est le silence, enveloppant et exclusif, de sans papiers furtifs – surtout ne pas se faire remarquer –, dont le mode d'auto-insertion a pour finalité de se fondre pour mieux disparaître plutôt que pour mieux s'intégrer. Le parcours effréné pour obtenir des papiers, allié à l'incertitude de leur mise en conformité renvoient ici au paradoxe souligné par Marc Augé à propos des non-lieux, à savoir qu'« on ne conquiert son anonymat qu'en fournissant la preuve de son identité » (1992: 128). Le silence qui règne derrière les enceintes, dans les coursives entre les alignements de baraques, dans l'exiguïté des chambrées est donc globalement attaché à la vulnérabilité de l'exil et à l'anonymat devenu mode de vie. Au cœur même de Bangkok, l'enclavement territorial trouve ici son prolongement social.

2) *Éphémère* est le qualificatif venant immédiatement à l'esprit pour se représenter les enclaves, tout autant que la vie à l'intérieur de celles-ci, contrastant en cela avec la pérennité – à moins de se trouver sur le site des grands travaux d'aménagement public (Baffie 2003) – des villages urbains du centre de Bangkok ou des lotissements des zones industrielles de la périphérie: éphémère, la vacance des parcelles urbaines que convoitent inlassablement les promoteurs immobiliers; éphémères, les enclaves elles-mêmes, dont le propre est précisément d'être déplacées, un déplacement que souligne encore l'apparition récente des containers faits par définition pour voyager; éphémère enfin, le matériau choisi des baraques et des enceintes, la tôle ondulée, aussi facile à démanteler qu'à transporter et à assembler ailleurs. Il est très difficile d'évaluer la durée de vie des enclaves puisque leur implantation est fonction de l'obtention du permis de construire du terrain vague sur lequel elles se trouvent. Sur les marais asséchés de l'avenue Rama IX, un an ne s'est pas écoulé entre le montage et le démontage d'une enclave, dont seule la chape de béton témoigne désormais de l'existence fortuite. Certains sites du quartier très central de Prathunam « tiennent » depuis plus de dix ans, des enclaves historiques en quelque sorte, bien que placées sous le couperet d'un permis de construire, comme ce fut le cas pour celle de Sukhumvit qui a aujourd'hui laissé place à un chantier [site 2]; son démantèlement non programmé ne fut mentionné par aucun des résidents lors des entretiens qui y furent menés un an plus tôt. Et personne ne peut se prononcer sur la longévité des sites de Ratchadaphisek et d'Asok [sites 3 et 4], la seule certitude, c'est qu'ils sont provisoires.

3) *Aléatoire* est le qualificatif qui décrit le mieux le mode de regroupement communautaire. Deux niveaux de regroupements communautaires peuvent être observés dans les enclaves: celui des chambrées mitoyennes et celui

des équipes de travail. Dans la mesure du possible, la composition des chambrées mitoyennes ou en vis-à-vis est régulée par les résidents eux-mêmes, sur la base de liens sociaux et familiaux. « C'est parce qu'il y avait d'autres Birmans que j'ai fait le choix de venir ici », affirme Ko Than-Naing en parlant du site de Rama IX [site 1], comme si ce dernier était plus « birman » que d'autres. Le bouche-à-oreille a sans doute contribué à sa venue en ce lieu, qui ne fait pourtant état d'aucun regroupement communautaire particulier. Birmans, Laotiens ou Cambodgiens, ici comme ailleurs la condition cosmopolite porte la marque de la dispersion. Le seul exemple d'enclave « nationaliste » rencontré est, parmi les trois que compte le site de Rama IX, celle encore rutilante érigée récemment, car n'y sont admis que des citoyens thaïlandais par décision de l'entreprise gestionnaire, au prétexte d'éviter les tracasseries administratives et policières liés au recrutement d'une main-d'œuvre étrangère.

À l'instar de l'entrelacs de langues et de dialectes qui prévaut dans les hautes terres, les langues usitées au sein des enclaves sont très diversifiées : entre chambrées mitoyennes, on parle plutôt birman là, plutôt shan ailleurs, plutôt pa-o, baw ou sgaw karen ici, plutôt khmer là-bas, plutôt lao un peu plus loin, mais sans exclusivité et sans que puissent se dessiner de véritables zonages communautaires. Il s'agit tout au plus d'une tendance, car le *turn-over* est trop important pour assurer le moindre contrôle sur la répartition spatiale des résidents. Les regroupements par attaches communautaires, affinités ou liens familiaux interfèrent assez peu dans la configuration des enclaves. Comme partout où le multilinguisme l'emporte, la langue véhiculaire est un exercice imposé, étant donné que la condition cosmopolite implique nécessairement de dépasser la barrière de la langue. C'est d'ailleurs un trait commun aux paysages hétérogènes, que ce soit dans les hautes terres de Birmanie ou dans les enclaves de travailleurs migrants à Bangkok, tous sont polyglottes (Robinne 2021). Dans les enclaves comme sur les réseaux sociaux, que ce soit en milieu shan, karen, pa-o ou môn, le birman tient lieu de langue véhiculaire, non pas tant par souci communautaire, car chacun ferait alors le choix de sa propre langue ou de son propre dialecte, parfois inintelligible pour les autres, mais parce que c'est dans cette langue que débute les démarches administratives en Birmanie. Lorsque le birman n'est plus adapté aux contingences du moment, le thaï prend le relais pour tout ce qui concerne la suite des démarches administratives, les sempiternels contrôles d'identité, l'assistance médicale, le travail sur les chantiers. La connaissance du thaï est l'un des critères de sélection des chefs d'équipes, en liaison constante avec le contremaître et les autres cadres dirigeants. C'est aussi la langue de l'anonymat et de la hiérarchie, des Thaïlandais par rapport aux migrants, comme des migrants les uns par rapport aux autres.

Une scène observée aux abords du site de Ratchadaphisek [site 4] l'illustre vivement. So Toe, employée de maison qui n'habite pas dans l'enclave, s'adresse en thaï à l'un des résidents. Rien que de très normal en cela, si ce n'est qu'ils s'aperçoivent très vite partager le même fort accent karen, qu'ils sont sans aucun doute tous deux des Baw Karen, mais poursuivent malgré tout leur échange en thaï. Bien qu'elle feigne la surprise et rie de ce jeu de dupes, il est en effet hors de question pour So Toe d'être assimilée aux résidents des enclaves. La portée sociale de la tôle ondulée s'interpose donc également là où on ne l'attendait pas, dressant une barrière entre l'ouvrier non qualifié et l'employée de maison, du seul fait que le premier habite dans une enclave.

4) *Mobile*. Comment imaginer le caractère éphémère des lieux et le mode aléatoire des regroupements sans évoquer la « mobilité » des personnes. Sans même parler des premières années d'errance, il faut d'ailleurs mettre ce terme au pluriel dans les enclaves, tant les mobilités y sont multiples et récurrentes : rotations et renouvellements des équipes de travail au fur et à mesure de l'avancement des chantiers, déménagement d'une enclave à l'autre pour rejoindre un nouveau chantier, visite une fois l'an aux familles lors des congés du nouvel an bouddhique (une semaine en avril/mai), retour régulier au lieu de passage frontalier pour un contrôle périodique des papiers. La mobilité est certes l'un des traits dominants des personnes en situation d'exil, mais elle l'est de façon plus prégnante encore dans les enclaves du fait de la rotation des chantiers, ce qui n'est pas le cas des lotissements des zones industrielles implantés durablement à proximité des usines. En treize ans de présence en Thaïlande, Soe-Ta-Oo, 30 ans, résident de l'une des trois enclaves que compte le groupement de Rama IX [site 1], a totalisé neuf employeurs, sans compter les petits boulots à la frontière. Ma Khyaw-Khyaw et Ko Yaing-Kaw-Kaw, respectivement 27 et 29 ans, sont désemparés. Cela fait neuf ans qu'ils se sont rencontrés, huit ans qu'ils sont en Thaïlande. Ils ont auparavant travaillé dans le quartier de Sam Long, presque un an durant, pour le Jade K. Group Engineering, puis un peu plus de trois ans à Chonburi dans une fabrique de bouteilles en plastique et, jusqu'à récemment, quatre ans dans une usine de sacs plastiques, non loin de là, sur l'avenue Rama IX. Cela fait seulement trois mois qu'ils sont arrivés dans l'une des enclaves d'Asok [site 3], où ils ont été embauchés par l'Asia Furniture Co. Ltd., une multinationale chinoise pour poser des plaques isolantes. Or voici qu'à peine installé le couple se trouve de nouveau sur le départ. Ils le savaient depuis la signature du contrat, mais le coup n'en est pas moins rude. Enceinte de huit mois, Ma Khyaw-Khyaw est sans emploi depuis quinze jours, avec donc le seul salaire

de son mari pour les faire vivre et l'impossibilité d'envoyer une pension à sa sœur aînée pour la garde de leur fils. « J'ai beau le savoir, on ne s'y fait pas », confie-t-elle en apprenant que leur départ pour une autre enclave dans une autre ville est programmé deux jours plus tard. La durée moyenne d'un séjour dans les enclaves est de plus ou moins un an : « On ne s'y fait pas à ces déplacements constants ».

5) *Fragmenté*, car seules sont autorisées à résider dans les enclaves les personnes bénéficiant, on l'a vu, d'un contrat de travail, ce qui exclut *de facto* les enfants et les conjoints non titulaires d'un tel contrat. Il n'y a pas de normalité possible ici. Sitôt sevrés, les enfants doivent quitter l'enclave, généralement avec leur mère pour quelques semaines au moins, pendant lesquelles la famille ne dispose que du salaire du père. L'enfant est ensuite confié à des parents – quel que soit le régime de filiation, patri- ou matrilinéaire, car la garde est surtout fonction des possibilités des familles d'accueil – en échange d'une pension pour subvenir à son éducation. Ma Nyi-Nyi-Mi, de mère pa-o et de père birman, a 29 ans lors de l'entretien, en 2017, dans l'enclave aujourd'hui disparue de Sukhumvit [site 2]. Elle a quitté la Birmanie à l'âge de 14 ans avec sa mère, s'est mariée à 27 ans. Le couple a deux enfants, deux filles de 4 et 6 ans nées à Bangkok. Elle les a conduites au pays à l'âge de 3 mois pour la cadette, de 7 mois pour l'aînée. Elle et son mari retournent voir leurs filles tous les trois ans environ, dans le village du *township* de Hlaing en Birmanie où elles résident désormais. Mais les retrouvailles avec les enfants peuvent être beaucoup plus espacées : Sai-Soe-Win-Naing et son épouse n'ont revu leur fille qu'au bout de quatre ans ; Ko Than-Naing et son épouse n'ont revu leur fils que deux fois en treize ans ; Ko Thay-Lwin revit pour la première fois sa fille aînée lorsqu'il fut décidé de la faire venir pour travailler, lorsqu'elle avait 14 ans ; elle était âgée de 19 ans en 2019, alors qu'ils étaient tous deux hébergés depuis cinq mois dans une enclave délabrée de Rama IX.

Furtif, éphémère, aléatoire, mobile, fragmenté... On pourrait ajouter « jetable » aussi, comme tout ce qui est peu coûteux et remplaçable. C'est en effet l'impression donnée, en ce 23 mars 2020, par les 9000 travailleurs migrants se ruant à la frontière avant sa fermeture par les autorités thaïes du fait de la pandémie de Covid-19. Ce retour, pourtant, ne concernait qu'une minorité de travailleurs puisque, malgré la promiscuité qui caractérise l'espace des enclaves, les chantiers des travailleurs de l'immobilier ne se sont pas interrompus. Cette liste de qualificatifs est donc loin d'être exhaustive : « précaire », « vulnérable », « insécurisé », « violent », « diffus » pourraient tout autant en faire partie, mais aussi « isolé » comme nous allons le voir.

Entraves au regroupement communautaire

55

Fondamentalement, ce qui caractérise l'espace de ces enclaves est que leur configuration comme leur organisation interne concourent à entraver toute forme structurée de vie sociale, faisant de la tôle ondulée un véritable isolant social. En premier lieu, cela se traduit par l'impossibilité d'un regroupement communautaire au sein des équipes de travail, *alup-thema up-su* ou *athin-apway* en birman. Le système de rotation empêche la plupart du temps que les ouvriers se retrouvent dans la même équipe d'un chantier à l'autre. Que leur composition soit mono ou multi-professionnelle, l'état d'avancement d'un chantier rythme le transfert des équipes. Il est par conséquent malaisé de dresser des constantes, d'autant que le mode d'organisation varie selon les entreprises. Sur un même chantier, il n'y a guère de relations entre les équipes et le fait d'en rejoindre une plutôt qu'une autre ne dépend pas des travailleurs mais du contremaître. Certains couples disent avoir été séparés le temps d'un chantier, par exemple lorsque mari et femme ne font pas le même travail et qu'ils sont contraints de résider dans deux enclaves différentes, sans certitude de pouvoir à nouveau être réunis au sein de la même. C'est un cas de figure néanmoins très rare, rencontré à une seule reprise, car les couples choisissent plutôt, d'un commun accord, de mettre l'un des deux au chômage, la femme en général ; avec le risque de ne pas retrouver de travail et, nous l'avons vu, de devoir quitter l'enclave pour celle ou celui sans emploi.

La taille des équipes est elle-même très variable : jusqu'à quarante personnes ici, à peine une dizaine ailleurs. Les plus grandes peuvent réunir plusieurs corps de métier, auquel cas le renouvellement des travailleurs est assez fréquent, en fonction des départs et des arrivées de telle ou telle corporation vers tel ou tel chantier. Les équipes de taille moyenne ou de petite taille, entre cinq et quinze ouvriers, présentent l'avantage d'avoir un seul corps de métier et de diminuer ainsi le risque de séparation des personnes. Dans un cas comme dans l'autre, cependant, les liens qui ont pu se créer sur le chantier ou à l'intérieur de l'enclave sont nécessairement rompus à un moment ou un autre du fait du *turn-over* généralisé : déplacement des enclaves, mobilité des personnes d'une enclave à l'autre ou renouvellement des équipes de travail. Si les équipes constituent un vecteur fort du lien social, la pérennité du regroupement n'est donc jamais assurée, y compris en cas de mutation programmée. Il est en effet impossible de connaître à l'avance sa future destination, d'autant que le chantier et l'enclave sont souvent distants l'un de l'autre. Dans ces conditions, préserver les liens d'affinité tissés au sein d'une équipe est plus fonction d'opportunités que de choix stratégiques.

Les équipes sont placées sous l'autorité d'un responsable choisi pour sa maîtrise du thaï, pour son aptitude à diriger un groupe d'ouvriers sur le chantier, à gérer les tensions et les conflits, et à assurer la médiation entre le contremaître et les membres de son équipe. À la fois recruteur et gestionnaire, le chef d'équipe décide en concertation avec son supérieur du nombre d'ouvriers requis, avec une possibilité d'ajustement tous les quinze jours au moment de la paye. Ko Yaing-Kaw-Kaw, le mari de Ma Khyaw-Khyaw, est responsable d'une petite équipe de cinq personnes, toutes apparentées, dont il a supervisé le recrutement. Quels que soient les difficultés ou imprévus pouvant survenir, il doit faire en fonction d'une enveloppe budgétaire contrainte, englobant à la fois les salaires et les dépassements. Qu'un délai supplémentaire soit nécessaire ou qu'un nouveau recrutement s'impose, c'est donc autant d'argent en moins que les membres de l'équipe auront à se partager. « En cas de pépin, l'arrangement est tout de même plus facile avec des proches » : Ko Yaing-Kaw-Kaw explique ainsi, qu'à cause du bouclage prochain du chantier des trois tours contiguës de Ratchadaphisek et du transfert programmé des ouvriers vers un autre site, il leur a fallu faire face, en cette période charnière, au surplus de main-d'œuvre. En tant que chef et après concertation avec les membres de son équipe, il a proposé au contremaître que son couple ne touche temporairement qu'un seul salaire, Ma Khyaw-Khyaw se mettant volontairement au chômage technique pour les deux à trois semaines à venir.

Le regroupement communautaire au niveau de l'attribution des chambrées au sein même des enclaves est également très aléatoire. Il n'y a pas à proprement parler de formation de « quartier » sur une base culturelle ou linguistique. Les résidents peuvent certes suggérer le nom d'un proche – et donc, s'agissant des enclaves, son recrutement par l'entreprise – pour remplacer une autre personne après son départ, mais tout en sachant que ce rapprochement sera forcément mis à mal par l'inexorable mécanisme des mobilités multiples à court terme. C'est dans ce contexte de dispersion, de fragilité des équilibres relationnels et d'entrave à toute forme de regroupement un tant soit peu pérenne que se met parallèlement en place un phénomène de distanciation sociale alliée au délitement progressif des liens familiaux.

Distanciation sociale et délitement familial

Dans le contexte anxigène des mobilités et des contraintes inhérentes aux migrations transnationales (Lindquist 2009), la régularité des rencontres en milieu associatif contribue habituellement à rompre le confinement et la solitude affective propres à la situation d'exil. Pierre angulaire de l'adhésion communautaire dans un tel contexte, les instances religieuses et

les mouvements associatifs aident en effet à densifier le tissu communautaire, lui procurant les moyens de se réinventer et d'entretenir un lien, même indirect, avec le pays d'origine. La périodicité des activités rituelles – que celles-ci soient religieuses à l'occasion de cérémonies, ou laïques telles que les formations linguistiques, informatiques ou professionnelles dont l'occurrence régulière et institutionnalisée s'apparente à une forme séculière de ritualisation que consacrent les examens – permet généralement d'installer dans le temps long un sentiment d'appartenance commune. Ce n'est paradoxalement pas le cas dans les enclaves, où l'adhésion communautaire fait figure de grande absente, les résidents se maintenant en retrait des instances religieuses comme des mouvements associatifs. Enclavement territorial et enclavement social s'y inscrivent dans le prolongement l'un de l'autre.

La plupart des résidents interrogés disent connaître, *via* internet, l'Aid Alliance Committee for Myanmar Workers (AAC), une association renommée pour ses activités de prise en charge des grands accidentés du travail, de rapatriement des corps en cas de décès et de médiation entre travailleurs et employeurs. Les photographies à peine soutenables des victimes présentées sur leur site, blessures sanguinolentes, brûlures corporelles et doigts sectionnés en gros plan, ont un grand succès sur la toile. Mais c'est l'offre éducative faite aux travailleurs de l'exil – par l'intermédiaire du Yadanasein Education Development (YED) ou de la Dear Burma Academy (DBA) [Carte] (Robinne 2021) – qui s'avère, à Bangkok comme ailleurs, la plus diversifiée (Baujard 2010). Elle s'adresse surtout aux primo-arrivants de la génération des 15-20 ans, des adolescents et adolescentes particulièrement impliqués dans l'apprentissage des langues (le thaï et l'anglais) et de l'informatique, ainsi que dans les formations professionnelles (manucure, couture, coiffure, etc.).

Dans l'univers précaire de la tôle ondulée que sont les enclaves, cohabite par contraste une population essentiellement masculine et plus âgée. Estimées à environ 30% des résidents, les femmes ne sont jamais venues seules : ce sont des épouses – le cas de figure le plus fréquent – ou des filles de résidents, titulaires elles-mêmes d'un contrat de travail¹¹. La moyenne d'âge y est de 30 ans : 30,8 ans dans le groupe d'enclaves de Rama IX [site 1], 26,7 ans dans le groupe d'implantation plus récente de Ratchadaphisek [site 4], c'est-à-dire des hommes adultes dans la force de l'âge qui, comparés aux autres primo-arrivants, sont dépourvus de tout bagage scolaire. Plusieurs raisons peuvent expliquer un tel profil, comme le caractère éprouvant des emplois dans le secteur du bâtiment, la fragmentation familiale difficile à vivre, ou encore le fait que trouver résidence dans une enclave s'avère

11. Sur les implications du genre à l'échelle transnationale, cf. en particulier : Jackie Pollock & Soe Lin Aung (2010) ; Laurence Roulleau-Berger (2010) ; Nicole Constable (2014).

être un pis-aller dans un parcours transnational déjà long. À moins d'être un homme célibataire, il s'agit rarement d'un premier choix, en raison de l'entrave faite au regroupement familial.

Notons aussi que les résidents des enclaves fréquentent peu les lieux de culte. Qu'il s'agisse des églises chrétiennes – évangélistes, protestantes ou catholiques – ou des monastères bouddhiques connus pour être des centres de ralliement et de pèlerinage des travailleurs de l'exil, l'offre confessionnelle est pourtant très riche (Horstmann 2011, 2014; Bourdeaux & Jammes 2016; Robinne 2021), notamment autour des enclaves [Carte]. Même si les images de Bouddha, les calendriers bouddhiques ou autres figures pieuses sont très présents sur les cloisons des chambrées, les manifestations religieuses se réduisent aux offrandes déposées sur le petit autel de la pièce. Un système de donations en ligne, avec une périodicité de six mois, est mis en place par les instances religieuses. L'instauration de cette spiritualité virtuelle dispense de se déplacer, contribuant là encore à renforcer le confinement dans les enclaves. Les lieux de culte, y compris ceux situés à proximité des enclaves, ne sont fréquentés en aucune circonstance, pas plus lors des grandes fêtes annuelles qu'à l'occasion de cérémonies domestiques : « Par manque de temps », fait-on valoir. Bien que l'interdit rituel ne figure explicitement nulle part dans la réglementation des enclaves, la reconnaissance tacite de cette interdiction s'ajoute aux autres formes de contraintes imposées par les entreprises ou orchestrées par l'État, en vertu desquelles les résidents sont tenus et se tiennent eux-mêmes à distance de la cité et, plus largement, de la vie en société. Le fait que les commerces viennent à eux aux portes mêmes des enclaves constitue sans y paraître l'un des rouages de cette incitation au repli et à un fonctionnement en vase clos. Et le maillage ne serait cependant pas complet sans la question – ô combien douloureuse – de la pension alimentaire.

Sur la base d'un salaire moyen estimé, on l'a vu, entre 9000 et 11 000 THB par mois incluant les heures supplémentaires (333 €), les travailleurs migrants, toutes catégories confondues, réservent environ 4000 THB par mois (118 €) pour la pension alimentaire de leurs enfants restés au pays. Étant donné que la somme représente à peu près un tiers de leur salaire, cela compromet sévèrement l'équilibre budgétaire. D'une situation à l'autre, les écarts peuvent être très variables. Ma Ee-Shway-Mun, volontaire à la Dear Burma Academy (DBA), a 29 ans. Cela fait six ans qu'elle est en Thaïlande et deux ans qu'elle a été recrutée dans une entreprise d'import-export. Son salaire est de 13 000 THB par mois (385 €) et elle dit envoyer environ 9000 THB par mois (266 €) à sa famille en Birmanie, soit plus de la moitié de ce qu'elle gagne, « car l'envoi d'argent à mes parents est la raison pour laquelle je suis venue à Bangkok ». Avec un salaire mensuel de 12 000 THB

incluant les heures supplémentaires, Soe-Ta-Oo, foreur, résident d'une enclave du site de Rama IX, a un salaire à peine inférieur à celui de Ma Ee-Shway-Mun. Un abysse les sépare pourtant, du fait des conditions de vie communautaire et familiale dont bénéficie Ma Ee-Shway-Mun et des possibilités d'entraide qui en découlent. Soe-Ta-Oo, qui ne dispose pas des mêmes soutiens, dit envoyer chaque mois au grand-père de ses enfants entre 3000 et 3500 THB (80/90 €) ; mais il ajoute, au moment de l'entretien, que cela fait deux mois consécutifs qu'il en a été empêché et qu'il ignore quand il pourra effectuer le prochain envoi. Quelles que soient les raisons de ce retard, et elles peuvent être multiples – frais médicaux, coûts de mise en conformité des papiers, coûts des déplacements aux postes frontières pour faire viser les papiers, paiements indus aux préposés lors des démarches administratives et des contrôles policiers, sommes exigées par les incontournables intermédiaires, défraiements des chauffeurs de pick-up lors d'un déménagement d'une enclave à l'autre, dépenses liées au retour au pays si possible une fois l'an, prêt d'argent à un ami en attente de remboursement, ou simplement coût de la vie quotidienne à Bangkok –, le délitement de ses liens familiaux semble inéluctable¹².

L'érosion du capital social qu'entraîne le retard de la pension alimentaire s'apparente elle-même à un processus difficilement réversible. Ce qui est ressenti sur le plan émotionnel comme une rupture de contrat est très rapidement impactant (Cung Lian Hu 2018). Outre les effets purement économiques pour la famille réceptrice, la régularité de l'envoi d'argent par la personne migrante constitue de part et d'autre le socle de l'engagement familial. En l'absence d'intégration dans le milieu associatif, la pension alimentaire devient ce lien ultime conférant au migrant l'essentiel de ce qui lui reste de lien social. Que la périodicité de cet envoi d'argent sur une base mensuelle se trouve compromise et c'est tout un processus de désocialisation qui se met en place, avec, à la clé, un retour au pays sans cesse décalé d'une année sur l'autre. Plusieurs mois peuvent s'écouler entre deux envois d'argent, et plusieurs années avant de pouvoir rentrer en Birmanie, signifiant une décennie et plus parfois sans revoir la famille et les enfants. La pension alimentaire reste donc l'ultime passerelle, à la robustesse incertaine, reliant le couple de migrants – le père et la mère, puis le père seul lorsque la mère conduit un enfant au pays – à leurs enfants, à la parentèle, au village, au pays.

12. Sur la question de la pension alimentaire et de l'endettement des personnes en situation d'exil, cf. l'ouvrage collectif édité par Lan Anh Hoang & Brenda S. A. Yeoh (2015), en particulier les contributions de Sallie Yea (2015) à propos des travailleurs migrants philippins à Singapour, et de Lan Anh Hoang & Brenda S. A. Yeoh (2015) à propos des émigrés vietnamiens au Japon, en Malaisie, en Corée du Sud et à Taïwan. Ces deux chapitres sont centrés sur les problématiques de l'endettement et des difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs de l'exil pour maintenir la régularité de l'envoi d'argent.

Que se brise ce fil ténu et c'est la raison d'être de l'épopée transnationale qui vole en éclat. Ajoutée à l'impact financier, l'interruption de cette double cyclicité – mensuelle pour l'envoi d'argent, annuelle pour la visite à la famille – parachève, sur le plan affectif, le processus de distanciation sociale.

Ne fournissant à ses résidents aucune possibilité de partenariats, de réseaux d'entraide ou d'échange, de participation à des cérémonies religieuses ou d'intégration à la vie associative, l'univers des enclaves s'apparente à un territoire de désocialisation. Effective à trois niveaux d'échelle, celui des rapports sociaux, celui de la fréquentation du milieu associatif et celui de l'érosion des liens familiaux, la distanciation sociale prend ici valeur de système. Premièrement, si les résidents dans les enclaves restent en permanence connectés, les rapports sociaux ne dépassent qu'à la marge l'espace virtuel dans lequel les confine l'écran de leur téléphone portable; c'est à distance qu'ils se tiennent informés des évolutions administratives concernant les travailleurs migrants, les accidents du travail et le marché de l'emploi, sans autres formes de relations – moins encore de ritualité – par lesquelles s'exprime habituellement l'adhésion communautaire. Deuxièmement, contrairement à la jeune génération des primo-arrivants, les résidents plus âgés des enclaves ne fréquentent ni les centres d'enseignement mis à leur disposition ni les lieux de culte qui leur sont ouverts; tout au plus est-ce indirectement, par souscription informatique, que certains d'entre eux, une minorité, contribuent deux fois par an au denier du culte, rejoignant en cela l'espace virtuel des partenariats. Troisièmement, les retards récurrents de l'envoi d'argent permettant aux résidents d'honorer le dispositif de pension alimentaire destiné à leurs enfants entraînent d'année en année le recul du retour au pays; sans réseau d'entraide approprié, le coût de la vie et l'endettement croissant ont raison des liens familiaux réduits à la portion congrue.

Dans ce parcours fait d'incertitudes, au long duquel les travailleurs de l'exil naviguent à vue, au gré des opportunités et des écueils administratifs, les enclaves urbaines ne constituent pas un passage obligé et encore moins un objectif; elles sont tout au plus un pis-aller, une solution de dernier recours à l'issue d'une expérience déjà longue en tant que travailleur de l'exil. Territoires de l'anonymat et de la fragmentation, des mobilités aléatoires et de la distanciation sociale, les enclaves ne sont ni une étape ni une de ces frontières en attente d'être franchies; elles sont une mauvaise pioche plutôt, un fond d'impasse. Car intégrer l'une de ces enclaves urbaines, c'est d'une certaine manière renoncer à la *success story* promise et, au bout du compte, se donner la tôle ondulée pour seule perspective. L'absence de perspective, c'est pourtant précisément la raison qui avait motivé, plusieurs années auparavant, la décision de ces villageois désœuvrés de quitter les hautes terres pour emprunter les sentiers de l'exil.



La localisation très marquée au centre-ville plutôt qu'en périphérie et l'inadéquation des terminologies vernaculaires pour désigner cette forme très particulière d'hébergement réservée aux migrants justifient la pertinence et l'intérêt du terme « enclave ». Ce sont des enclaves *spatiales* tout d'abord, du fait de leur insertion en plein cœur de Bangkok, dans les quartiers parfois très prisés et animés de la mégapole. Mais ce sont aussi des enclaves *temporelles*, du fait des mobilités multiples auxquelles les infrastructures et les personnes se trouvent confrontées, avec des séjours ne se prolongeant pas au-delà de dix-huit mois. Ce sont des enclaves *sociologiques*, enfin, du fait de la réglementation imposée qui exclut des chambrées toute personne sans contrat d'embauche, du fait de la distanciation que les résidents appliquent eux-mêmes à l'égard de toute forme élaborée d'échange avec le monde extérieur, du fait aussi du délitement des relations familiales qu'elles entraînent. Spatialement, temporellement, sociologiquement, l'enclavement territorial se referme sur ces travailleurs de l'exil.

Les enclaves urbaines confrontent de façon exacerbée leurs résidents à la triple pression des pouvoirs centraux, des employeurs et des familles faisant ainsi obstacle à tout retour à la normalité. Tandis que les réseaux d'entraide mis en place à l'échelle transnationale tiennent ailleurs un rôle de médiation, l'enclavement territorial conduit au contraire ici à un enclavement social. Ce double enclavement est le résultat de la convergence du contexte politique birman au sein d'une géopolitique intra-asiatique plus globale, du mode de régulation des enclaves par les entreprises de construction immobilière recruteuses et du désengagement social des résidents eux-mêmes. Tandis que dans les camps de réfugiés, dans les quartiers corporatistes ou dans les lotissements de la périphérie industrielle se développent différentes sortes de recomposition du tissu social, le maillage mis en place dans les enclaves est plus insidieux. Car, derrière l'apparence somme toute classique d'alignements de baraques et sous couvert d'opportunité professionnelle offerte aux travailleurs de l'exil, l'entrave à toute forme de sentiment d'appartenance commune – sans même parler d'adhésion communautaire – en constitue le mode opératoire. Résider dans ces enclaves urbaines, de création récente et d'un genre nouveau, où le déplacement des infrastructures se conjugue avec la mobilité des personnes, c'est risquer de se trouver absorbé dans l'un de ces territoires de la désocialisation que favorise le monde contemporain.

*Centre national de la recherche scientifique
Institut de recherches asiatiques (IrASIA), Marseille
f.robinne@gmail.com*

MOTS CLÉS/KEYWORDS: flux migratoires intra-asiatiques/*intra-Asian migration flows* – travailleurs de l'exil/*workers in exile* – enclaves urbaines/*urban enclaves* – endettement/*debt* – distanciation sociale/*social distancing* – Birmanie/*Burma* – Bangkok.

RÉFÉRENCES CITÉES

Agier, Michel

2013a *Campement urbain. Du refuge naît le ghetto*. Paris, Payot & Rivages (« Manuels Payot »).

2013b *La Condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*. Paris, La Découverte.

Augé, Marc

1992 *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris, Le Seuil (« La Librairie du xx^e siècle »).

Baffie, Jean

2003 « La lutte de Ban Khrua, village des Chams/Malais de Bangkok, contre la construction de l'autoroute », in Po Dharma & Mak Phoeun, eds, *Péninsule indochinoise et Monde malais – Relations historiques et culturelles*. Kuala Lumpur, École française d'Extrême-Orient-Ministry of Culture, Arts and Tourism Malaysia: 15-73.

Baffie, Jean & Anne Fournier

1992 « Espace et société à Ban Khrua Nua, un des plus anciens quartiers de Bangkok », in Jacqueline Mastras-Guin & Christian Taillard, eds, *Habitations et habitat d'Asie du Sud-Est Continentale. Pratiques et représentations de l'espace*. Paris, L'Harmattan (« Recherches asiatiques »): 199-230.

Baffie, Jean & Louise Pichard-Bertaux, eds

2011 *Moussons 18: La Ville thaïe. Terminologie, dynamiques, représentations*. Marseille, Aix-Marseille Université. En libre accès: <https://journals.openedition.org/moussons/658>

Bastide, Loïs

2015 *Habiter le transnational. Espace, travail et migration entre Java, Kuala Lumpur et Singapour*. Lyon, ENS Éd. (« De l'Orient à l'Occident »).

Baujard, Julie

2009 *Identité « réfugié », identité transversale. Les réfugiés à Delhi au sein des dynamiques institutionnelles, communautaires et associatives*. Marseille, Université de Provence – Aix-Marseille I, thèse de doctorat.

2010 « Les réfugiés au cœur d'une offre éducative multiple: le cas de Delhi (Inde) », *Autrepart* 54: 81-96.

Bentz, Anne-Sophie

2017 « Les réfugiés politiques en Inde: le cas des Birmans à Delhi », *Bulletin de l'Association de géographes français* 94 (1): 95-108.

Bernardot, Marc

2008 *Camps d'étrangers*. Bellecme-en-Bauges, Le Croquant (« Terra »).

Bourdeaux, Pascal & Jérémy Jammes, eds

2016 *Chrétiens évangéliques d'Asie du Sud-Est. Expériences locales d'une ferveur conquérante*. Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Sciences des religions »).

Calabrese, Laura & Marie Veniard, eds

2018 *Penser les mots, dire la migration*. Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan (« Pixels »).

Constable, Nicole

2014 *Born Out of Place. Migrant Mothers and the Politics of International Labor*. Berkeley, University of California Press.

Cung Lian Hu

2018 *Community Networking and Remittances as Social Capital for Rural Community Development in Chin State, Myanmar*. Chiang Mai, Chiang Mai University (« Consortium of Development Studies Southeast Asia Series » 7).

- Danel-Fédou, Grégoire & François Robinne
2007 *Microcrédit et changement social au Myanmar (Birmanie). Une étude anthropologique et économique dans l'État Chin*. Paris, Éd. du GRET (« Études et travaux en ligne » 10).
- Deleuze, Gilles & Félix Guattari
1980 *Capitalisme et schizophrénie, 2. Mille plateaux*. Paris, Minuit.
- Dilger, Hansjörg & Kristina Dohrn, eds
2016 *Living in Refugee Camps in Berlin. Women's Perspectives and Experiences*. Berlin, Weissensee (« Berliner Beiträge zur Ethnologie » 40).
- Fogel, Frédérique
2019 *Parenté sans papiers*. La Roche-sur-Yon, Dépayage (« Sous l'écorce » 1).
- Hewison, Kewin & Ken Young, eds
2006 *Transnational Migration and Work in Asia*. London-New York, Routledge (« Routledge / City University of Hong Kong Southeast Asian Studies » 5).
- Horstmann, Alexander
2011 « Sacred Networks and Struggles among the Karen Baptists across the Thailand-Burma Border », *Moussons* 17 : 85-104.
2014 « Stretching the Border : Confinement, Mobility and the Refugee Public among Karen Refugees in Thailand and Burma », *Journal of Borderlands Studies* 29 (1) : 47-61.
- Kathiravelu, Laavanya
2016 *Migrant Dubai. Low Wage Workers and the Construction of a Global City*. Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan.
- Lai Ah Eng, Francis L. Collins & Brenda S. A. Yeoh, eds
2013 *Migration and Diversity in Asian Contexts*. Singapore, Institute of Southeast Asian Studies.
- Lan Anh Hoang & Brenda S. A. Yeoh, eds
2015 *Transnational Labour Migration, Remittances and the Changing Family in Asia*. Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan.
- Lan Anh Hoang & Brenda S. A. Yeoh
2015 « Transnational Labour Migrations, Debts and Family Economics in Vietnam », in Lan Anh Hoang & Brenda S. A. Yeoh, eds, *Transnational Labour Migration... : 283-310*.
- Lindquist, Johan A.
2009 *The Anxieties of Mobility. Migration and Tourism in the Indonesian Borderlands*. Honolulu, University of Hawai'i Press (« Southeast Asia Politics, Meaning, and Memory »).
- Mus, Paul
1977 *L'Angle de l'Asie*. Éd. par Serge Thion. Paris, Hermann (« Savoir » 22).
- Ong, Aihwa & Stephen J. Collier
2005 « Global Assemblages, Anthropological Problems », in Aihwa Ong & Stephen J. Collier, eds, *Global Assemblages. Technology, Politics, and Ethics as Anthropological Problems*. Malden, Blackwell : 3-21.
- Phelps, Nicholas A.
2004 « Archetype for an Archipelago? Batam as Anti-Model and Model of Industrialization in Reformasi Indonesia », *Progress in Development Studies* 4 (3) : 206-229.
- Pollock, Jackie & Soe Lin Aung
2010 « Critical Times : Gendered Implications of the Economic Crisis for Migrant Workers from Burma/Myanmar in Thailand », *Gender and Development* 18 (2) : 213-227.
- Pongsawat, Pitch
2007 *Border Partial Citizenship, Border Towns, and Thai-Myanmar Cross-Border Development. Case Studies at the Thai Border Towns*. Berkeley, University of California, Ph.D.

Robinne, François

2019 « Thinking through Heterogeneity: An Anthropological Look at Contemporary Myanmar », *Journal of Burma Studies* 23 (2) : 285-322.

2021 *Birmanie. Par-delà l'ethnicité*. La Roche-sur-Yon, Dépaysage (« Sous l'écorce » 4).

Rouilleau-Berger, Laurence

2010 *Migrer au féminin*. Paris, Presses universitaires de France (« La Nature humaine »).

Testaverde, Mauro et al.

2017 *Migrating to Opportunity. Overcoming Barriers to Labor Mobility in Southeast Asia*. Washington, World Bank.

Turner, Simon

2016 « What Is a Refugee Camp? Explorations of the Limits and Effects of the Camp », *Journal of Refugee Studies* 29 (2) : 139-148.

Van Grunsven, Leo

1998 « The Sustainability of Urban Development in the STJORA Growth Triangle: A Social Perspective », *Third World Planning Review* 20 (2) : 179-201.

Vongrattanatoh, Sunida

2011 « Comment les Thaïs traduisent l'idée de *slum*, taudis, bidonville », *Moussons* 18 : 139-148.

Yea, Sallie

2015 « Rethinking Remittances through Emotion: Filipina Migrant Labourers in Singapore and Transnational Families Undone », in Lan Anh Hoang & Brenda S. A. Yeoh, eds, *Transnational Labour Migration... : 257-282*.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

François Robinne, *Territoires de désocialisation: les enclaves de l'exil au centre de Bangkok*.— Depuis le tournant des années 2000, des enclaves urbaines faites d'alignements de baraquas en tôle ondulée occupent les parcelles immobilières provisoirement vacantes du centre de Bangkok. Elles ont en commun d'être gérées par des entreprises du bâtiment et d'accueillir une main-d'œuvre non qualifiée originaire des pays limitrophes de la Thaïlande. Dans ces enclaves d'apparence très commune, la posture d'évitement adoptée par les résidents se distingue nettement des modes de recomposition sociale observés dans les camps de réfugiés, dans les lotissements à proximité des zones industrielles, ou encore dans les bidonvilles ou autres lieux d'hébergement de travailleurs de l'exil. L'opportunité que constitue l'assurance d'un emploi sur un chantier s'accompagne d'un ensemble de règles, dont celle de « un contrat = un travail = une personne », qui s'avère être une entrave à toute forme de regroupement familial ou d'adhésion communautaire. Dans ces enclaves urbaines, le retour à la normalité n'est pas une option, et c'est là sans doute leur dramatique spécificité.

François Robinne, *Territories of Desocialization: The Enclaves of Exile in Central Bangkok*.— Since the turn of the 2000s, urban enclaves made up of rows of corrugated iron barracks have occupied temporarily vacant real estate sites in the city center of Bangkok. They have in common the characteristic of being managed by construction groups and of housing unskilled labor, mainly from the countries bordering Thailand. In these apparently very common enclaves, the residents' posture of avoidance differs from the modes of social recomposition observed in refugee camps, in the housing estates near industrial zones, and in the slums or other places where exile workers find accommodation. The opportunity of securing a job on a construction site is contingent on a set of rules. In particular, the « one contract = one job = one person » rule turns out to be an obstacle to any form of family reunification or community membership. In these urban enclaves, a return to normality is not an option, and this is undoubtedly their most tragic specificity.